

ARRÊTÉ N° DDT-86-2015187-0001

Installations classées pour la protection de l'environnement

Société SOUFFLET à Nogent-sur-Seine

Mise en demeure

La Préfète de l'AUBE,

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013273-0006 du 30 septembre 2013 et notamment son article 3 ;

VU le courrier préfectoral adressé à l'exploitant en date du 22 septembre 2014 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 11 mai 2015 ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas fourni l'étude technico-économique demandée à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2013273-0006 susvisé ;

CONSIDERANT l'absence d'engagement de l'exploitant à se conformer à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2013273-0006 sus-visé, et ce malgré la relance réalisée par le courrier préfectoral du 22 septembre 2014 susvisé ;

CONSIDERANT que, en raison de ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SOUFFLET de respecter l'article 3 de son arrêté préfectoral complémentaire n°2013273-0006 susvisé ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube ;

ARRETE

ARTICLE 1

La société SOUFFLET dont le siège social est situé Quai Sarrail à NOGENT-SUR-SEINE, ci-après dénommé l'exploitant, est mise en demeure pour son site industriel situé Quai Sarrail à NOGENT-SUR-SEINE, de respecter l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013273-0006 du 30 septembre 2013 sous un délai de 4 mois.

ARTICLE 2

Dans le cas où l'exploitant ne déférerait pas à l'une des obligations prévues à l'article 1 dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25 rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

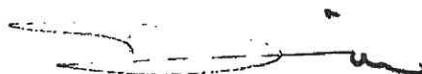
ARTICLE 4

Le présent arrêté est notifié à la société SOUFFLET.

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le Directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

le 6.7.15

La Préfète,



Isabelle DILHAC